



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n°UBDEO/ECD/25/01
modifiant l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019
autorisant la société CEMEX GRANULATS à modifier les conditions
d'aménagement des îlots et des hauts fonds sur la commune de Bouafles,
lieu-dit « Les Vallots »**

**Le préfet
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite de l'Eure**

VU

le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,

la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,

le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,

le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières,

l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées,

l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,

l'arrêté préfectoral n°DELE-BERPE-19-1044 du 11 juillet 2019, autorisant la société CEMEX Granulats à exploiter une carrière sur la commune de Bouafles au lieu-dit « Les Vallots »,

l'arrêté préfectoral n°D3-B4-09-182 du 24 juillet 2009, autorisant la société CEMEX Granulats à exploiter une carrière sur les communes de Bouafles et de Courcelles sur Seine au lieu-dit « Le Triangle »,

l'arrêté préfectoral complémentaire n°UBDEO/ECD/23/135 du 10 novembre 2023, autorisant la société CEMEX Granulats à rattacher l'apportement fluvial sis sur la commune d'Alizay à la carrière de Bouafles « Les Vallots »,

l'arrêté préfectoral complémentaire n°UBDEO/ECD/24/76 du 18 décembre 2024, autorisant la société CEMEX Granulats à exploiter une installation de valorisation de matériaux inertes par traitement et lavage sur la carrière de Bouafles « Les Vallots »,

le dossier de demande de modification du site reçu le 19 septembre 2024 et complété le 21 novembre, consistant en la modification des conditions d'aménagement des îlots et des hauts fond par apport de boue de décantation,

le rapport et les propositions du 24 février 2025 de l'inspection des installations classées,

le projet d'arrêté porté le 20 janvier 2025 à la connaissance du demandeur, et les observations du demandeur sur ce projet le 24 janvier 2025.

CONSIDÉRANT

que l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 susvisé autorise l'exploitation d'une carrière sur la commune de Bouafles jusqu'en juillet 2039, au lieu-dit « Les Vallots »,

que la demande porte sur la modification des conditions d'aménagement des îlots et des hauts fonds,

que le conseil municipal de Bouafles a donné son accord par délibération du conseil en date du 28 juin 2022 pour le rejet des boues dans le grand lac de Bouafles,

que la société CEMEX Granulats souhaite utiliser les boues de décantation issues de l'installation de traitement présente et autorisées sur le site de la carrière « Les Vallots » pour créer partiellement les îlots, en plus des déchets inertes extérieurs déjà autorisés,

que la quantité totale de matière à amener pour créer ces îlots et haut fond n'est pas modifiée,

que les boues issues de l'installation de traitement sont également utilisées pour remblayer la carrière voisine « Le Triangle », appartenant également à la société CEMEX Granulats,

que la demande sollicitée par la société CEMEX Granulats n'entraîne pas de changement de remise en état de la carrière située au lieu-dit « Le Triangle » visée dans l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2009 susvisé,

que la demande sollicitée par la société CEMEX Granulats n'entraîne pas de changement de remise en état de la carrière située au lieu-dit « Les Vallots » visé dans l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 susvisé,

que ce projet n'engendrera pas d'émission supplémentaire de poussières, de bruit, de source d'odeurs, de trafic routier,

que le projet de modification n'engendre pas de rejets aqueux supplémentaires vers le milieu naturel,

que le projet de modification n'induit pas de phénomènes dangereux supplémentaires,
que cette demande n'est pas considérée comme une modification substantielle, et de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement,

que conformément à l'article L.181-14 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire qu'elle juge nécessaire et que, conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement, les prescriptions complémentaires sont fixées par des arrêtés complémentaires,

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

Article premier - Objet de l'autorisation

La société CEMEX Granulats, dont le siège social est situé 13 rue du Capricorne à Rungis (94150) est tenue de respecter, pour la carrière de Bouafles, au lieu-dit « Les Vallots » les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 susvisé, complétées ou remplacées par celles du présent arrêté.

Les présentes prescriptions concernent la mise en place des îlots et des hauts fonds, dans le plan d'eau, dans le cadre du réaménagement de la carrière de Bouafles, « Les Vallots ».

Article 2 - Horaire de fonctionnement

L'article 1.2.1 «Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 susvisé est modifié comme suit, relativement aux horaires de fonctionnement :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Capacité autorisée
2510-1	A	Exploitation de carrière	Quantité de matériaux à extraire		435 000 m ³ 870 000 tonnes
			Superficie totale autorisée	/	129ha 32a 09ca
			Superficie exploitable		14ha 79a 91ca
			Production moyenne annuelle	/	250 000 tonnes en eau 150 000 tonnes à sec
			Production maximale annuelle	/	400 000 tonnes en eau 150 000 tonnes à sec
2515-1	E	Broyage, concassage, criblage de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Puissance installée des installations	> 200 kW	2400 kW - installations de traitement des matériaux extraits 1600 kW - installation de lavage : 800 kW
2517-1	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Superficie de l'aire de transit de produits minéraux	Q > 10 000 m ²	31 000 m ²
2516	NC	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents	Surface	< 5000 m ³	/
1435	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur	Volume annuel de carburant liquide distribué	100 m ³ d'essence (ou 500 m ³ au total) < Q 20 000 m ³	/

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Capacité autorisée
1434	NC	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435	Débit maximum équivalent	< 5m ³ /h	/
2713	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux ou dangereux	Surface	< 100 m ²	10 m ²
2720	NC	Stockage de déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières	/	Déchets inertes	
2930	NC	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Surface de l'atelier	< 2 000 m ²	465 m ²
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Quantité (en tonnes)	< 50 t	/
4719	NC	Acétylène	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	< 1 t	200 kg
4725	NC	Oxygène	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	< 2 t	350 kg
4310	NC	Gaz inflammables catégorie 1 et 2	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations	< 1 t	
4320	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 15 t	12 kg
4321	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 500 t	3,5 kg
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 50 t	88 kg
4510	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 20 t	2 kg
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 100 t	29 kg

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Capacité autorisée
4718	NC	Gaz inflammable liquéfié de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 6 t	2 kg

* : A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

Tonnages de produits extraits :

Le tonnage moyen annuel extrait est d'environ :

- 250 000 t/an moyen en fond de plan d'eau ;
- 250 000 t/an moyen extrait en eau sous l'installation de traitement,
- 150 000 t/an moyen extrait à sec sous l'installation de traitement.

Le tonnage maximal annuel extrait est :

- 400 000 t/an maximal en fond de plan d'eau ;
- 400 000 t/an maximal extrait en eau sous l'installation de traitement,
- 150 000 t/an maximal extrait à sec sous l'installation de traitement,

Le tonnage total de matériaux extrait est de 870 000 tonnes (435 000 m³) reparté en :

- 400 000 tonnes (200 000 m³) en fond de plan d'eau ;
- 470 000 tonnes (235 000 m³) sous l'installation de traitement.

Tonnages annuels de matériaux de remblais extérieurs au site :

- apport moyen annuel : 340 000 tonnes (200 000 m³) ;
- le tonnage total de matériaux de remblais extérieur au site est de 680 000 tonnes (400 000 m³) dont :
 - 240 000 m³ de matériaux inertes pour constituer la digue des bassins ;
 - 160 000 m³ de sédiments/boues issues de l'installation de traitement pour les îlots et hauts fonds.

L'exploitant met en place un **suivi des volumes de matériaux extraits et des apports de matériaux de remblais extérieurs** afin de s'assurer du respect des volumes autorisés par l'arrêté préfectoral.

Horaires de fonctionnement :

Les horaires de fonctionnement seront, du lundi au vendredi :

- extraction en fond de plan d'eau (phase 1) : de 7h00 à 21h00* ;
- remblaiement pour création du bassin en matériaux inertes extérieur (phase 2) : de 7h00 à 21h00* ;
- remblaiement par boue de décantation amenées par tuyau (phase 2) : de 5h00 à 21h00* ;
- finalisation finale des îlots et hauts fonds (phase 2) : de 7h00 à 21h00* ;
- extraction sous l'installation de traitement (phase 3) et travaux de remise en état : de 5h00 à 21h00 ;
- installation de traitement des matériaux extraits : de 5h00 à 21h00 ;
- unité de valorisation des matériaux inertes : 7h à 18h du lundi au vendredi, à raison de 7h de production quotidienne sur cette plage horaire ;
- chargement et transport de produits commercialisables (camions) : de 6h30 à 12h00 et de 13h00 à 18h00 (17h00 le vendredi) ;
- chargement et transport de produits commercialisables (bateaux), déchargement bateau : de 5h00 à 21h00.

Aucune activité n'est exercée le samedi, le dimanche et les jours fériés, sauf autorisation exceptionnelle accordée par le préfet après consultation de l'inspection des installations classées.

*A la suite de l'étude acoustique, il n'y a pas d'extraction en fond de plan d'eau ou de constitution de la séparation avec des matériaux inertes en période de nuit (avant 7h00).

Article 3 – Phasage

Le chapitre 1.4 «Durée de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 susvisé est modifié comme suit :

«

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'exploitation s'effectuera sur **20 années** dont 1 année pour finaliser la remise en état.

Il y aura une période de 2 à 3 ans (2032 à 2034) sans exploitation de la carrière (extraction) sur le site « Les Vallots », entre la Phase 2 de remblaiement pour création d'îlots et la Phase 3 d'extraction sous l'installation de traitement, mais avec fonctionnement de l'installation de traitement et des activités annexes.

Désignation		Démarrage	Durée	Surface Concerné	Volume gisement	Volume inerte
Travaux préliminaires		Installation et carrière existantes, pas de travaux préliminaires				
Phase 1	Extraction fond de plan d'eau	2021	Environ 4 ans	10ha19a86ca	200 000 m3	/
Phase 2	Création du bassin et rejet des boues de décantation pour aménagement îlots et hauts fonds	A l'issue de la phase 1 (2025)	Environ 7 ans	10ha30a10ca	/	400 000 m3
Période sans exploitation de carrière sur le site "Les Vallots"		A l'issue de la phase 2 (fin 2031)	2 à 3 ans	/	/	/
Phase 3	Démantèlement de l'IT et extraction sous celle-ci	A partir de 2034	2 à 4 ans	4ha60a05ca	235 000 m3	/
Finalisation du réaménagement		A l'issue de la phase 3 (2038)	Environ 1 an	/	/	/

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du livre V du Code du patrimoine.

»

Article 4 – Remblaiement par matériaux inertes

L'article 8.3.4.3 «Remblaiement par matériaux extérieurs inertes » de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 susvisé est modifié comme suit :

« 8.3.4.3. Remblaiement par matériaux inertes

La séparation du plan d'eau permettra d'isoler l'activité fluviale du pétitionnaire de toutes autres activités liées au reste du plan d'eau.

Un bassin de décantation constitué par des matériaux extérieurs inertes est créé à la cote de +12 m NGF (point le plus haut des digues). Ce bassin est comblé à l'aide des boues de décantation inertes issues de l'installation de traitement de la carrière, jusqu'à la côte +9 m NGF au maximum (annexes 1 et 2).

Une fois les boues en place, la partie créée avec des matériaux inertes extérieurs sera partiellement arasée pour que le tout forme à terme les îlots et haut fonds dont seule la partie supérieure est visible.

Pour la partie bassin, une pelle sur ponton déchargera une barge remplie de gravats (matériaux inertes extérieurs) ou les barges seront déchargées au quai existant puis les matériaux acheminés par tombereaux depuis la berge existante, pour la partie de la digue la plus proche de la berge. Le réglage final afin d'atteindre le niveau topographique désiré sera réalisé à l'aide d'un bull et/ou d'une pelle hydraulique montés sur la future digue.

Les remblais extérieurs inertes proviendront majoritairement de la région parisienne et de la région Normandie. Ceux-ci continueront à être acheminés par voie fluviale, si possible en double-fret, depuis les ports franciliens de la société, où sont contrôlés, collectés et triés les terres d'excavation et d'autres matériaux de démolition non valorisables destinés à l'enfouissement.

Ponctuellement, des camions provenant de chantiers locaux peuvent également fournir le site en remblais inertes. Dans ce cas, ils transitent par le préposé pont bascule de la carrière Bouafles « Les Vallots » où ils font l'objet d'un contrôle de conformité d'acceptation. Ces matériaux seront acheminés dans le plan d'eau par la berge, pour la partie de la digue la plus proche de la berge uniquement.

Pour la partie boues issues de l'installation de traitement, un tuyau d'évacuation depuis l'installation de traitement les amènera dans le bassin constitué.

Les remblais seront constitués de matériaux inertes non susceptibles de porter atteinte à la qualité des sols, des eaux souterraines et superficielles. Ces remblais ainsi que leurs conditions d'admission continueront à être conformes à l'article 12.3 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié et à l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes.

L'épaisseur moyenne de remblaiement est de 4 m, avec une épaisseur maximale variant entre 8m et 9 m »

Article 5 – Boues issues de l'installation de traitements

La partie centrale du bassin de décantation est comblée partiellement par les boues inertes issues de l'installation de traitement de la carrière, via un tuyau d'évacuation entre l'installation et le bassin.

Pour le dépôt des sédiments (boues), les travaux se déroulent en deux étapes :

1 - Sur la partie terrestre : terrassement et nivellement. En fonction des besoins, le tuyau est soit enterré, soit posé au sol comme actuellement (entre l'installation de traitement et la carrière voisine Le triangle).

2 - Montage du tuyau.

Au niveau du plan d'eau, la canalisation sera équipée de flotteurs afin de la maintenir à la surface. Elle pourra être également positionnée sur la digue pour déverser les boues à l'intérieur du bassin.

La concentration de l'effluent rejeté est de l'ordre de 150 à 170 g/l.

Le débit du rejet est estimé à 140 m³/heure soit 0,039 m³/s, ou 2 240 m³/j (en considérant un fonctionnement conjoint aux installations de traitement de 16 h par jour).

Le volume maximal apporté des boues est de 160 000 m³ (soit 270 000 tonnes).

Le volume maximal annuel de boues rejetées est estimé à 90 000 tonnes/an (60 000 m³/an).

Cette opération durera environ 3 années après la constitution du bassin avec les matériaux inertes et se finalisera avec une phase de réaménagement des îlots et haut fonds.

Article 6 – Remise en état

L'article 9.1.1 «Remise en état finale » de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 susvisé est modifié comme suit :

«La remise en état consiste en (annexe 3):

- un vaste plan d'eau ouvert sur la Seine qui sera agrandi de 4,6 hectares suite à l'exploitation sous l'installation de traitement ;
- des îlots propices à l'avifaune au sein du plan d'eau, avec une végétation spontanée. Le remblayage sera effectué sur environ 10,3 ha et seule, la partie supérieure des îlots émergera
- une zone de friches, pelouses et bosquets sur environ 13,5 ha sur les pourtours de l'installation de traitement ;
- des boisements sur environ 2 ha en bordure du plan d'eau ;
- entre le chemin rural dit des sables et la RD.316 :
 - une zone de boisements d'environ 30 ha ;
 - une prairie sur environ 3,7 ha,
 - des friches et pelouses sur environ 10 ha.
- une dépression temporaire pour les amphibiens au nord de l'espace naturel sensible, au niveau des friches et pelouses rases ;
- le remblaiement et le reboisement des tranchées localisées sur le site « Les Vallots » et permettant l'accès au site « Le Triangle » qui passe sous la RD.316 ;
- le rétablissement du chemin rural dit des sables.

Constitution des îlots et des hauts fonds :

Les digues constituant le bassin, constituées en phase intermédiaire à +12 m NGF sont partiellement arasées.

L'ensemble digues et boues issues de l'installation de traitement déversées forment des îlots et hauts fonds dont seule la partie supérieure émergera.

Berges :

Le modelage des contours du plan d'eau au niveau de l'installation de traitement sera effectué en privilégiant la création de lignes arrondies, souples et irrégulières, afin de favoriser l'intégration harmonieuse du plan d'eau dans le paysage.

La végétalisation finale des berges (prévue lors du démantèlement de l'installation de traitement et l'exploitation du gisement sous-jacent) doit s'effectuer avec des essences locales.

Nettoyage :

Simultanément aux opérations de réaménagement, les terrains dont l'exploitation est terminée sont nettoyés, et tout matériel d'exploitation retiré des lieux.

Lorsque que la cessation sera actée administrativement, les clôtures et panneaux seront enlevés.

»

Article 7 – Caractéristiques de remblaiement

L'article 9.2.1 «Remblaiement » de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 susvisé est modifié comme suit :
« Le remblaiement du site ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Le remblaiement est réalisé :

- Par l'apport de matériaux inertes d'origine extérieure en provenance de chantiers de démolition ou de terrassement. Les matériaux terreux et caillouteux d'excavation seront privilégiés.
- Par les sédiments (boues) issus du traitement des matériaux extraits sur la carrière, par l'installation de traitement de la carrière.

Les apports extérieurs ne pourront être constitués de terres susceptibles d'être polluées et devront répondre aux caractéristiques de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Le remblaiement du site est conduit par phases successives :

- 2 années pour la constitution du bassin,
- 3 années de rejet de boue,
- 1 année pour finaliser l'aménagement final (écrêtage des merlons en matériaux inertes, modelage des îlots et hauts fonds).

La quantité de remblais inertes nécessaire est de 680 000 T, soit 400 000 m³.

Ces 400 000 m³ sont constituées, pour 240 000 m³ de matériaux extérieurs inertes et pour 160 000 m³ de sédiments/boues issues de l'installation de traitement de la carrière.

Sur ces 400 000 m³, 370 000 m³ sont en eau et environ 30 000 m³ apparaîtront hors eau (partie des îlots et hauts fonds visibles).

Les remblais inertes extérieurs sont acheminés par voie fluviale, si possible en double-fret, depuis les ports franciliens de la société, où sont contrôlés, collectés et triés les terres d'excavation et d'autres matériaux de démolition non valorisables destinés à l'enfouissement.

Ponctuellement, des camions provenant de chantiers locaux peuvent également être amenés à fournir le site en remblais inertes. Dans ce cas, ils transitent par le préposé pont bascule de la carrière Bouafles « Les Vallots » où ils font l'objet d'un contrôle de conformité d'acceptation.

Les boues issues de l'installation de traitement sont acheminées à l'aide d'une pompe via un tuyau d'évacuation depuis l'installation de traitement vers le bassin. A l'intérieur du bassin, en eau, le tuyau est équipé de flotteurs pour maintenir le point de rejet en surface ou le tuyau sera positionné sur la digue.

»

Article 8 – Mesures biodiversité

La période d'aménagement des îlots et hauts fonds, en particulier la première phase de constitution des bassins, s'effectue prioritairement entre les mois d'août et février de manière à limiter les impacts sur les oiseaux nicheurs.

Afin de s'assurer de l'absence d'impact sur l'ichtyofaune, un suivi de la faune piscicole est réalisé tous les 3 ans, au droit du plan d'eau, en phase d'aménagement des îlots et hauts fonds puis avec le rejet des boues, en s'appuyant sur la méthode de l'ADN environnemental.

En amont de la phase d'arasement des digues, un écologue détermine précisément les secteurs à araser et ceux à laisser en îlot en fonction de l'éventuelle présence d'enjeu de biodiversité (frayère, nidification...).

Article 9 – Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Bouafles et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article [R. 181-38](#) ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 11 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Eure, le sous-préfet de l'arrondissement de Les Andelys, le maire de la commune de Bouafles, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- monsieur le sous-préfet de Les Andelys
- madame le maire de la commune de Bouafles,
- l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO),

Évreux, le **26 FEV. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES